

Résumé

L'un des grands facteurs qui ont contribué à la globalisation de l'économie mondiale a été la croissance du volume des exportations mondiales de marchandises, qui a toujours dépassé celle de la production mondiale. De plus, la croissance du commerce des services a elle aussi dépassé celle de la production mondiale. Mais depuis 1985, les investissements directs à l'étranger dépassent nettement les exportations et la production. Nous voulons, dans ce document, examiner la relation et les liens qui existent entre les courants commerciaux et les flux financiers, et mentionner des considérations fondées sur les rôles que joue le Canada sur la scène mondiale en tant que pays attirant les investissements étrangers directs (IED) et que nation commerçante.

Comme l'économie canadienne attire les IED, il faut tenir compte d'un certain nombre de facteurs importants dans l'analyse des options de politique qui s'offrent aux plans du commerce et de l'investissement. Premièrement, l'impact local des IED ne peut être déterminé à l'avance, parce que ces investissements sont en étroite interaction avec l'économie hôte. Par exemple, le fait de stimuler les investissements dans des secteurs protégés par des restrictions à l'importation peut amener à allouer erronément des ressources à des industries non compétitives et à sous-optimaliser le niveau de bien-être. Deuxièmement, l'environnement dans lequel est établie la politique commerciale du pays hôte peut influencer les résultats d'exportation des multinationales et le fonctionnement de l'économie hôte. Troisièmement, les politiques intérieures du gouvernement peuvent grandement contribuer à attirer les IED. La politique intérieure devrait avoir un effet neutre ou non discriminatoire sur les politiques touchant le commerce et l'investissement. Quatrièmement, les politiques intérieures du gouvernement hôte peuvent compléter la promotion d'un environnement commercial ouvert et concurrentiel par la prestation de biens publics comme l'infrastructure, l'information et l'éducation. Cinquièmement, certains analystes jugent que le transfert d'actifs incorporels est plus avantageux que le transfert de capitaux. Il faudrait promouvoir une politique de l'investissement privilégiant les transferts de technologie et d'autres actifs incorporels, mais sans compromettre la neutralité à maintenir entre les politiques touchant le commerce et l'investissement.

Pour que le Canada reste un pays attirant les IED, il faudrait que le gouvernement continue de promouvoir les politiques de libéralisation du commerce, d'évaluer les politiques touchant le commerce et l'investissement sur une base neutre ou non discriminatoire, d'accorder une haute priorité au développement et au maintien de l'infrastructure et à l'échange efficace de l'information, et de mettre l'accent sur l'éducation, la formation et le perfectionnement.

Le Canada est aussi une source d'investissements directs vers l'étranger. Comme ces investissements résultent souvent de l'évolution des structures de l'avantage géographique relatif, l'économie qui investit peut connaître des problèmes d'ajustement structurel. Elle aurait grandement intérêt à adopter des politiques qui facilitent l'ajustement, et surtout l'adaptation des travailleurs. De plus, malgré la complexité des motifs qui incitent une